

RÉVOLTE FRANCILIENNE

VIVE LE 1ER MAI JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES

Alors que l'épidémie de Covid-19 menace nos vies en France et partout dans le monde, ceux qui possèdent les grandes entreprises et les grandes banques, les capitalistes, continuent leurs attaques contre le peuple-travailleur. Le 1er mai, journée de solidarité et de luttes pour les revendications des travailleurs, prend cette année encore toute sa dimension.

La crise du système capitaliste (qui a été amplifiée par l'épidémie) va empirer les conditions de vie des travailleurs, des chômeurs, des retraités et de la jeunesse en général. Malgré la propagande médiatique et les discours du gouvernement, il ne peut pas exister d'union sacrée entre ceux qui n'ont que leur travail pour vivre et ceux qui possèdent les grandes entreprises et les banques.

Avec le confinement total décidé le 17 mars, l'économie a été mise au point mort. Et pour garantir les profits des grandes groupes, l'Etat a emprunté auprès de banques qui ne manqueront pas de réclamer leurs intérêts. Nul doute que c'est le peuple d'en bas qui devra payer.

Les capitalistes poussent les Etats à baisser les salaires réels et les pensions ; ils font pression pour augmenter le temps de travail (jusqu'à 60 heures par semaine), pour remettre en cause les congés payés et pour reculer de l'âge de la retraite. Le

Droit du travail est attaqué systématiquement et les libertés démocratiques sont mises en cause.

Aussi, le danger fasciste est bien réel. Le contrôle et la surveillance se renforcent. La liberté d'expression est limitée par des médias à la solde du pouvoir qui tente de diffuser sa propagande et laisse de plus en plus de discours fasciste se répandre dans notre société. Les organisations de défenses des travailleurs les plus combatives sont discréditées et la répression de militants syndicaux s'accroît.

Le peuple qui souffre ne doit pas se faire piéger par les fausses solutions comme celles qui consisteraient à humaniser le capitalisme. Nous devons nous unir sous notre propre drapeau pour en finir avec ce qui est la source de la crise économique et écologique qui aggrave nos conditions d'existence : le capitalisme. Il faut imposer le pouvoir des travailleuses et des travailleurs, la planification de l'économie et le contrôle par le peuple-travailleur.

Dans la même optique, nous devons nous engager dans un combat pour la paix. Car la crise économique accentue les oppositions entre les États impérialistes qui veulent repartager le monde. Les budgets militaires sont à la hausse, l'industrie d'armement n'a quasiment pas été touchée par

le confinement. Les guerres ravagent la planète. Et donc là aussi, lutter contre le capitalisme pour la paix, c'est la seule alternative.

Pour conclure, nous saluons particulièrement les peuples de Cuba et de la RPDC (Corée du Nord), qui s'efforcent de bâtir une société nouvelle et qui luttent seuls contre le Covid-19, à cause des sanctions et blocus imposés par les États-Unis,

avec la complicité de l'UE et de l'OTAN. Et nous avons une pensée particulièrement fraternelle pour les médecins cubains qui apportent leurs soins aux peuples qui en ont besoin (dont ceux de Martinique et de Guadeloupe, colonies françaises). Nous exprimons notre solidarité avec les peuples du Venezuela et de Syrie, qui luttent pour le respect de leur souveraineté nationale et avec leurs partis communistes.



VIOLENCES POLICIÈRES... ENCORE

Samedi 18 avril, à Ville-neuve-la-Garenne, un jeune en scooter a subi une fracture ouverte à la jambe après avoir heurté la portière d'une voiture de police. Les médias dominants ont rapidement relayé l'« accident », tandis que les jeunes des quartiers populaires ont appelé à la révolte. Plusieurs émeutes ont essaimé dans des quartiers populaires des Hauts-de-Seine et ailleurs en Île-de-France et dans le reste du pays.

Si la thèse du préfet et des médias d'un simple « accident » est douteuse – car plusieurs

témoins parlent d'une voiture de police banalisée et le jeune blessé parle d'une ouverture de portière au dernier moment – ce qui est sûr c'est que les « bavures » policières ne sont pas anodines. Elles sont même devenues courantes voire banales. Et les dernières années le confirment. La colère et les émeutes qui en sont la réaction ne sont que le reflet d'oppressions et d'une répression policière qui sévissent dans les quartiers populaires depuis plusieurs, trop d'années déjà.

Si les politiques, journalistes et policiers au service de l'État

des monopoles craignent une étincelle qui ranime le brasier de 2005, certains politiques comme Marine le Pen ont vivement réagi en arguant que le gouvernement était trop tolérant envers les « racailles ». Ces mots ne sont pas innocents, ils participent du stigmate sur des populations marginalisées dans le champ politique (absence de représentation, absence de confiance réciproque) et dans le champ économique et social (fort taux de chômage chez les jeunes de 15-24 ans, particulièrement dans les quartiers ouvriers et populaires). Ces mots reflètent un

traitement quasi-colonial de la part des gouvernants dont font l'objet ces populations de « seconde zone ».

Dans une perspective similaire, les médias dominants préfèrent jouer la carte de la mise en doute de la parole des victimes et donc de la protection des policiers, de la banalisation des violences policières et finalement du soutien à l'État bourgeois. C'est le cas de la chroniqueuse

Elisabeth Lévy dont les propos, le 20 avril 2020, sur Sud Radio flirtent ouvertement avec l'extrême-droite.

Dans le contexte de confinement et de crise, le gouvernement renforce ses mesures répressives et les interventions de la police s'intensifient. On assiste à un véritable traitement spatial inégalitaire entre « beaux quartiers » des riches et des possédants, et quartiers populaires, ces « territoires

perdus de la République » selon l'expression de certains essayistes et politiques. La colère des jeunes face aux agressions de l'État bourgeois et face aux conditions de vie déroutantes (chômage, précarité) sont légitimes. Cette colère doit être organisée contre le système capitaliste qui crée ces conditions, seul moyen de mettre totalement fin aux relégations et répressions de l'État.

GÉRER LA PÉNURIE POUR SAUVER L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

En Ile-de-France la première vague épidémique semble être passée après avoir fait près de 6000 morts dans notre région. Au 28 avril, il y a toujours près de 2000 malades en réanimation dans les hôpitaux parisiens qui travaillent toujours dans la pénurie de masques, de blouses, de tests, de réanimateurs et de personnels.

Après 7 semaines de confinement, tout le monde sait aujourd'hui que les gestes barrières ne suffisent pas à éviter que le virus du Covid-19 se propage ; on sait qu'il faut des masques filtrants, des tests pour tout le monde ainsi qu'un système de santé et un hôpital capable de soigner des centaines de malades par jour.

Alors qu'en Île-de-France comme sur tout le territoire, l'hôpital a été dépouillé par les politiques d'austérité (suppression de 100 000 lits en 20

ans !), il aurait fallu planifier la production pour résoudre rapidement et efficacement ces pénuries afin de sauver des vies à tout prix, dès les premiers signes de l'épidémie. Or, malgré les discours mensongers des responsables de l'État, très peu d'avancées concrètes ont été réalisées ces dernières semaines pour combler ces manques et les soignants continuent de travailler dans la pénurie... et des gens de crever faute de soin !

Macron, Philippe, Véran et tous les autres sont-ils des incompetents qui n'auraient pas pris les bonnes décisions au bon moment ? Évidemment non. Ils portent une responsabilité individuelle irréfutable, mais ils représentent la classe qui les a portés au pouvoir et qui a créé les conditions de cette crise sanitaire en soumettant la société à la loi des profits.

Ce sont les grandes entreprises et les grandes banques qui chargent Macron d'utiliser l'État pour servir leurs intérêts. Et ces grands capitalistes n'ont aucune intention de se plier à une planification de la production ; qu'il s'agisse de masques, de médicaments et de machines de réanimation. Cela les obligerait à transformer leurs outils de production et à suspendre leurs profits. Hors de question !

Dès lors, face à la pénurie, le gouvernement est chargé de la gérer plutôt que de la résoudre. Il doit préserver l'indépendance des entreprises et leurs profits. D'où, l'apparition de « l'argent magique » que Macron vient de faire apparaître pour compenser les pertes liées au confinement (110 milliards d'euros).

L'épidémie de Covid-19 fait donc tomber les masques d'un système ! La vie hu-

maine vaut moins que les profits. Les capitalistes et leurs représentants politiques et médiatiques ne peuvent plus couvrir leurs véritables intentions. À l'image de ce chroniqueur phare de BFMTV, Christophe Barbier, qui se faisait l'écho de la classe dominante :

« pour sauver quelques vies de personnes très âgées, on va mettre au chômage des milliers de gens ? ».

Ces quelques personnes « très âgées » se sont avérées être plus nombreuses et moins âgées que prévu. Alors, afin quand même

d'éviter un scandale sanitaire qui pourrait engendrer une réaction massive des travailleurs, il s'agit de limiter un peu les morts, tout en gérant la pénurie dans le but de sauvegarder le système capitaliste.



48 TRAVAILLEURS D'UN RESTAURANT PARISIEN SANS SALAIRE ET SANS INDEMNITÉ

Depuis le début du confinement et la fermeture des commerces, les 48 salariés du restaurant BLUE ELEPHANT dans le quartier Bastille, avec leurs familles sont à présent dans une situation d'extrême précarité et de totale détresse. Ils sont victimes de la transgression de leur patron qui, en toute connaissance de cause a utilisé la crise sanitaire pour effacer les difficultés économiques de sa société. D'ailleurs ces difficultés ne datent

pas d'hier et sont liées au climat qui dans le système capitaliste est plus favorable aux grands groupes et où les petites sociétés sont inévitablement sacrifiées pendant les périodes de crises.

Il faut dire que le gouvernement a mis en place un dispositif du chômage partiel dont nous savons tous que les travailleurs devront régler d'une manière ou d'une autre. En attendant, les employeurs payent 84% du

salaire net de l'employé et se font rembourser par l'État. Mais, cet employeur peu scrupuleux ne paye pas ses salariés et renvoie à des difficultés de trésorerie. Il rejette toute responsabilité sur les services de l'État qui, par la dématérialisation, lui compliquerait la tâche. C'est un parfait exemple d'un patron voyou qui n'a aucun scrupule à voler ses propres employés.

Au début du mois d'avril, une première intervention

de l'inspecteur du Travail, saisi par la CGT, avait permis de débloquent une avance de 200 € sur la paie du mois de mars. Depuis, plus rien ! L'employeur se fait discret vis-à-vis de ses salariés et des représentants du personnel. Aujourd'hui, ces 48 familles

confinées, doivent se nourrir, faire face à leurs crédits, à leurs loyers, à leurs factures dans un contexte où les démarches sont très souvent ralenties.

Actuellement, 9 salariés sur 10 de la restauration sont au

chômage partiel. Les travailleurs du BLUE ELEPHANT ne sont toujours pas intégrés dans ce dispositif par la faute de leur patron. L'US CGT Commerce Paris est mobilisée à leur côté pour qu'une solution leur soit apportée.

LES MESURES LIÉES AU CONFINEMENT

Le confinement auquel nous sommes confrontés depuis plus d'un mois et qui durera au moins jusqu'au 11 mai (2 mois au total, mais pouvant être prolongé) est présenté par le gouvernement et les médias au service des monopoles comme quelque chose de normal et d'inévitable, comme la seule vraie mesure pour lutter contre la propagation du virus. Mais ce confinement qui, de fait, nous assigne à résidence, est surtout la conséquence de la casse du service public de la santé, des coupes budgétaires dans ce secteur, des fermetures et des fusions de nombreux hôpitaux, de la disparition de nombreux lits dans ces structures, des économies en ce qui concerne le matériel médical et les réductions d'effectifs des médecins et de soignants. Confronté à la crise sanitaire, le système de santé réformé par les politiques libérales n'arrive plus à faire face à cette pandémie. Le confinement qu'on nous impose est donc une mesure qui découle de l'incapacité des hôpitaux à accueillir suffisamment de malades et les soigner normalement. Cela

provoque une situation dans laquelle on nous dit ouvertement qu'il faut attendre l'apparition des symptômes graves avant de pouvoir s'adresser à un spécialiste ou se rendre à l'hôpital.

L'Etat bourgeois au service des monopoles essaie en plus de créer l'illusion de combattre la propagation de la maladie en prenant des mesures dépassant le simple confinement et qui suscitent des interrogations quant à leur bien-fondé. En région parisienne, on peut prendre l'exemple de certains arrêtés comme celui pris par la préfecture et la mairie de Paris concernant la restriction de sortie pour l'activité physique individuelle entre 10h et 19h. Elle concerne surtout les joggeurs qui finissent par se retrouver tous ensemble en soirée après 19h alors qu'ils pouvaient pratiquer leur activité sur des horaires plus étalés auparavant. La maire de Paris, Anne Hidalgo, a même invité certains à courir la nuit pour éviter une très grande concentration de personnes le soir. Cette mesure a par la suite été étendue à d'autres départements

de l'Île-de-France avant d'être retirée dans certains d'entre eux quelques jours après.

La mesure concernant la fermeture et l'interdiction de fréquenter les parcs, les jardins, les forêts, les quais de la Seine et de l'Oise peut aussi paraître superflue. Elle réduit fortement les lieux de fréquentation des personnes se déplaçant en journée, qui finissent par se croiser sur les mêmes voies urbaines et les supermarchés, qui eux concentrent beaucoup de personnes faisant leurs courses, devenant ainsi des foyers de contamination non négligeables, alors que les forêts s'étendant sur des centaines d'hectares ou les grands parcs sont interdits d'accès.

Le grand capital a détruit le secteur de la santé et nous enferme chez nous. Il laisse aussi à son appareil d'État le soin de prendre des mesures créant une illusion de lutte contre le virus alors que le sens pratique de celles-ci est difficile à cerner et provoque l'effet inverse.

ET SI ON TENAIT UN GRENELLE DU COVID-19 ?

Alors qu'avec cette crise sanitaire et économique actuelle plus de 9 millions de salariés sont en arrêt de travail, il y a 50 ans en mai 68, plus de 9 millions de grévistes paralysaient le pays pendant un mois pour obtenir des augmentations de salaire, une réduction du temps de travail et de nouveaux droits syndicaux.

Devant cette énorme pression des travailleurs et étudiants qui avaient mis le pays à l'arrêt, des accords de Grenelle, réunissant représentants du gouvernement, du patronat et des syndicats, dont une puissante CGT à la tête des négociations, étaient signés fin mai, pour donner gain de cause aux grévistes.

Même si la situation actuelle n'est pas copiée/collée, preuve est faite que devant

ce puissant rapport de force, le pouvoir a dû reculer en payant tous les jours de grève, en augmentant le SMIG (devenu SMIC) de 33 %, en ramenant la semaine de 48 h à 40 h, en accordant une 4ème semaine de congés payés, en donnant de nouveaux droits syndicaux et des augmentations de salaires entre 10% et 40% sont obtenues dans les entreprises.

Cette victoire est tue par les medias au service des monopoles capitalistes, car elle est le « mauvais exemple » qu'il ne faut surtout pas divulguer, ces possédants redoutant que cela se reproduise.

Notons que depuis 68, le secteur tertiaire en Île-de-France a progressé pour atteindre 75 % des emplois au détriment du secteur secondaire (industrie et bâtiment) qui a reculé compte tenu

d'une politique de désindustrialisation menée par les gouvernements successifs encourageant une délocalisation des usines dans des pays où le taux horaire est plus bas. Cette situation a favorisé le chômage qui est de près d'1 million de sans emploi actuellement en Île-de-France (sans compter les radiés et les non-inscrits sur les listes de Pôle Emploi).

S'enrichissant de profits exponentiels, ces grosses fortunes placent leurs milliards dans des paradis fiscaux et en actions du CAC 40 faisant de la France un pays de traders plutôt que d'investir et de maintenir des entreprises qui existaient en région parisienne. On en constate les méfaits aujourd'hui car nous sommes démunis pour avoir médicaments et masques fabriqués en Chine et en Inde.

Ce gouvernement à la solde des monopoles capitalistes opère des privatisations totales ou rampantes comme à EDF/GDF, à la SNCF, à France Télécom (Orange), Air France, Renault, PSA, etc. au détriment des services publics privant les travailleurs de bénéficier des richesses qu'ils produisent.

Dans la période qui s'ouvre, ne les laissons pas nous faire payer la crise tant sanitaire qu'économique, comme l'annonce E. Philippe dans son discours du 19 avril dernier



qui prépare les esprits et qui prédit que la chute sera brutale, et « que pour réussir il faudra faire de tous les Français des acteurs du déconfinement ». Mais en mettant tous les Français sur le même plan, il omet de dire qu'il y a d'une part les exploités qui profiteront de la crise pour nous taxer encore plus et les exploités à qui le gouvernement a l'intention de faire

payer la crise en attaquant par de nouvelles lois le Code du Travail pour réduire les salaires, supprimer des emplois et augmenter le temps de travail.

Alors, tous ensemble, salariés, privés d'emploi, étudiants, battons-nous pour récupérer les jours de RTT et de congés payés indûment imposés par les patrons,

battons-nous pour les renationalisations des entreprises publiques, pour l'augmentation des salaires, du RSA, du SMIC, des APL, pour des revenus nous donnant un pouvoir d'achat décent et pour le maintien des 35 h pour toutes et tous !



Ne pas jeter sur la voie publique.

QUI SOMMES-NOUS ?

La Révolte Francilienne est un bulletin écrit et publié par les militants du Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF) en Île-de-France.

Le PCRF est un parti communiste qui fonde sa politique sur le marxisme-léninisme et conduit le combat quotidien contre le capitalisme. Le PCRF dénonce la propriété privée des moyens de production et d'échange et dénonce le contenu de

classe de l'Etat bourgeoise. Le PCRF vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.



Parti Communiste Révolutionnaire de France